

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

REFERENCES

AR-DSP-2024- 263

Dérogation municipale à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2015-200 du 27 juillet 2015 relatif à la lutte contre le bruit - Manifestation

LE MAIRE DE VILLEURBANNE

VU : Le Code de l'environnement et notamment les articles L171-8, L571-1 L571-16, L571-18 à L.571-19, R.571-25 à R.571-28, R.571-31 et R.571-92 à R.571-97 ;

VU : Le Code de la santé publique et notamment les articles L.1311-1 et L.1311-2, L.1312-1 et L.1312-2, L1421-4 et L1422-1, R.1336-4 à R.1336-11 et, R.1337-6 à R.1337-10-2 ;

VU : Le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2212-1 à L.2212-5, L .2213-4, L.2214-3, L.2214-4, L.3611-1 et suivants L.3641-1 ;

VU : L'arrêté préfectoral n°2015-200 du 27 juillet 2015 relatif à la lutte contre le bruit, et notamment son article 3 qui confère au Maire la possibilité d'accorder des dérogations pour le déroulement de manifestations sonorisées ;

VU : Le décret n°2017-1244 du 7 août 2017 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés ;

VU : L'arrêté ministériel du 17 avril 2023 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés pris en application des articles R.1336-1 à R.1336-16 du code de la santé publique et des articles R.571-25 à r.571-27 du code de l'environnement ;

VU : L'arrêté municipal ARR 2024-229 portant délégation de signature aux agents municipaux et agentes municipales de la ville de Villeurbanne ;

VU : La demande en date du 01/03/2024, par association Karnaval représentée et gérée par monsieur Louis Vitaloni – sis 20 avenue Albert Einstein à Villeurbanne - pour leur manifestation « Karnaval » avec émissions sonores qui doivent se dérouler pelouse des Humanités, rue des humanités selon les jours et horaires suivants :

Mardi 19/03 : 20h-2h30

Mercredi 20/03 : 14h-00h

Jeudi 21/03 : 14h-1h30

Vendredi 22/03 : 14h-2h30

Samedi 23/03 : 14h-2h30

Lundi 25/03 20h-2h30

DIRECTION GÉNÉRALE
ANIMATION ET VIE SOCIALE

DIRECTION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE

accueil

27 rue Paul-Verlaine

standard 04 78 03 67 73

adresse postale

mairie de villeurbanne

service sante environnementale

cs 65051

69601 villeurbanne cedex

standard 04 78 03 67 67

vos démarches en ligne

www.villeurbanne.fr

CONSIDERANT : Afin de protéger l'audition du public et la santé des riverains lors de la diffusion de sons amplifiés à des niveaux sonores élevés, la nécessité de prendre des prédispositions pour diminuer les nuisances sonores,

ARRETE

ARTICLE 1

Par dérogation à l'arrêté préfectoral relatif à la lutte contre le bruit, association Carnaval est autorisée à organiser les manifestations sonorisées, « Carnaval » avec émissions sonores qui doivent se dérouler pelouse des Humanités, rue des humanités selon les jours et horaires suivants :

Mardi 19/03 : 20h-2h30

Mercredi 20/03 : 14h-00h

Jeudi 21/03 : 14h-1h30

Vendredi 22/03 : 14h-2h30

Samedi 23/03 : 14h-2h30

Lundi 25/03 20h-2h30

ARTICLE 2

Les bénéficiaires s'engagent aux actions suivantes :

- à ne dépasser, à aucun moment et en aucun endroit accessible au public, les niveaux de pression acoustique continus équivalents 102 décibels pondérés A sur 15 minutes et 118 décibels pondérés C sur 15 minutes, lorsque les activités impliquant la diffusion des sons amplifiés sont spécifiquement destinées aux enfants jusqu'à l'âge de 6 ans révolus, ces niveaux de pression acoustique ne doivent pas dépasser 94 dB(A) sur 15 minutes et 104 dB(C) sur 15 minutes
- à respecter les horaires précisés à l'article 1,
- à informer préalablement l'ensemble des riverains du lieu, de l'objet, de la manifestation, de la tenue, de la durée de l'évènement et sa répétition éventuelle
- à utiliser tous les moyens de communication adaptés et efficaces, au besoin de manière répétée,
- à installer un dispositif permettant d'enregistrer les niveaux de pression acoustique de façon à refléter l'exposition du public
- à afficher en continu à proximité du système de contrôle de la sonorisation les niveaux sonores en décibels pondérés A et C, auxquels le public est exposé,
- à fournir une étude acoustique afin d'évaluer le niveau des nuisances avérées ou susceptibles d'être occasionnées au voisinage
- à enregistrer en continu les niveaux sonores en décibels pondérés A et C, auxquels le public est exposé et conserver ces enregistrements,
- à informer le public sur le risque auditif,
- à mettre à la disposition du public à titre gratuit des protections auditives individuelles,
- à créer une zone de repos auditif ou, à défaut, à défaut de zones de repos auditif.

ARTICLE 3

Tout manquement à l'article 2 du présent arrêté expose les bénéficiaires à un refus de dérogation lors d'une nouvelle demande, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales encourues pour le non-respect de la réglementation.

Les infractions commises seront constatées par mesures sonométriques et pourront être sanctionnées par des contraventions de 1^{ère} à 5^{ème} classe.

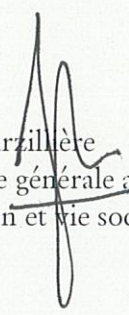
ARTICLE 4

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, et sans préjudice du recours gracieux qui s'exerce dans le même délai, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon - Palais des Juridictions Administratives 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03 dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 5

Le maire de Villeurbanne et, le commissaire de police sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation sera faite à Madame la Préfète du Rhône.

Villeurbanne, le 18/03/2024


Maud Larzillière
directrice générale adjointe
animation et vie sociale